

JLD- HSSC

**ORDONNANCE SUR REQUÊTE  
EN MAINLEVÉE DE LA MESURE  
D'ISOLEMENT**

N° RG 25/02116  
N° Portalis  
352J-W-B7J-DAZXV

**DEMANDEUR :**

Madame [REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

Représentée par Me Ghizlen MEKARBECH, avocat au barreau de PARIS

Partie faisant l'objet des soins,

**DÉFENDEUR :**

Le Directeur du GHU PARIS PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES - 1 rue Cabanis -  
75014 PARIS

\*\*\*

Nous, Chouchou BIFFOT, vice-président, chargé des fonctions de Juge des libertés et de la  
détention au Tribunal judiciaire de Paris, assisté par Réjane BAGNIS, Greffière,

Vu les articles L 3211-12-2 III al 5 et L 3222-5-1 du code de la santé publique,

Madame [REDACTED] fait l'objet le 16 septembre 2025 à 14h30 d'un  
renouvellement exceptionnel de la décision médicale de mise en isolement au-delà de 48h (pour  
une durée maximale de 12h).

**MOTIFS DE L'ORDONNANCE**

En vertu des dispositions de l'article L.3222-5-1 du code de la santé publique, l'isolement et la  
contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en  
hospitalisation complète sans consentement ; il ne peut y être procédé que pour prévenir un  
dommage immédiat ou imminent pour le patient ou pour autrui, sur décision motivée d'un  
psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après  
évaluation du patient ; leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique  
et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et  
tracée dans le dossier médical.

Il ressort de l'examen des pièces transmises par le bureau de la loi du GHU, une absence des  
évaluations médicales par 12 heures relatives à la mesure d'isolement. Le bureau de la loi est resté  
injoignable lors de l'appel téléphonique par le juge des libertés et de la détention.  
En cette absence de pièces utiles, il y a lieu d'ordonner la mainlevée de la mesure.

**PAR CES MOTIFS**

**ACCUEILLONS** la requête.

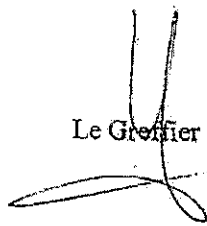
**ORDONNONS** la mainlevée de la mesure d'isolement dont fait l'objet Madame [REDACTED]

**RAPPELONS** qu'aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui.

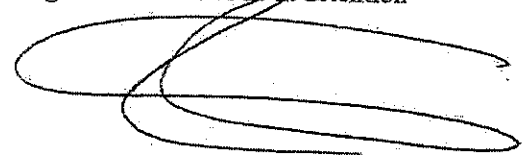
Disons que cette ordonnance bénéficie de plein droit de l'exécution provisoire.

Laissons les dépens à la charge du Trésor public.


Informons les parties de ce que la présente décision peut faire l'objet d'un appel motivé par tout moyen, et notamment par mail [ho.civil.ca-paris@justice.fr](mailto:ho.civil.ca-paris@justice.fr) ou par Fax (01.44.32.76.03) auprès du Premier Président de la Cour d'appel de PARIS, dans un délai de 24 heures à compter de sa notification.

  
Le Greffier

  
Fait et jugé à Paris, le 17 Septembre 2025 à 11 h 20

Le Vice-Président  
Juge des libertés et de la détention  


Copie de l'ordonnance remise par courriel

- au directeur de l'établissement
- au directeur de l'établissement pour notification à Madame 
- au curateur ou tuteur, le cas échéant

Le greffier



Copie certifiée conforme à la minute  
Le greffier 